

## Intervention lors du vote du budget 2018

Conseil municipal du 9 avril 2018

Musa OZTURK

La France d'aujourd'hui est entraînée vers des tensions sociales sous fond de maîtrise du déficit public imposé par la communauté européenne.

Nous constatons que des mouvements sociaux sont organisés dans plusieurs corps de métier.

Ce sont les cheminots qui se battent pour sauver un service public et un statut.

Ce sont les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) qui lancent un mouvement de grève inédit, réunissant le personnel et les directions, pour réclamer des solutions pérennes à un défi sociétal majeur avec l'allongement de la durée de la vie.

C'est dans les supermarchés Carrefour où 50 % des salariés qui se mettent en grève, touchant 300 magasins dans toute la France, pour la défense de leurs emplois et de leur pouvoir d'achat.

C'est dans les hôpitaux : les infirmiers, les praticiens, les aides-soignants qui se mobilisent contre la dégradation de leurs conditions de travail, contre le manque d'effectifs.

Ce sont les académies qui se révoltent, contre les conditions d'études et d'examens, parce que les jeunes sont inquiets pour leur avenir.

Toutes ces manifestations, ces grèves, sont le résultat d'une politique d'austérité qui étouffe les français depuis plusieurs années, les Français ne supportent plus les baisses des dotations des collectivités et pourtant, de l'argent, il y en a, nous sommes témoins des sommes colossales distribuées aux actionnaires, le CAC 40 se glorifie de milliards et de milliards d'échanges chaque jour.

C'est contre ces injustices que des agents de la ville de Chalette ont montré leur mécontentement lors de l'appel à la grève le 22 mars dernier.

C'est ce mécontentement que nous souhaitons exprimer dans ce conseil municipal.

Ce budget est proposé avec toutes ces difficultés ; l'Etat asphyxie les collectivités ; nous devons trouver des lignes d'économie au détriment d'un service public à la hauteur de l'attente des Chalettois. On nous oblige à emprunter pour construire des écoles, pourtant c'est l'établissement d'éducation prioritaire.

Ce budget est proposé avec la très grande difficulté de maintenir les subventions aux associations, de maintenir les prix les plus bas possible dans les écoles et les cantines afin de ne pas grever davantage le budget des ménages.

D'autres élus des villes aux alentours commencent à prendre conscience de la mauvaise politique menée, puisque certains ont voté contre la hausse de la taxe des ordures ménagères (TOEM) lors du budget du SMIRTOM.

C'est tous ensemble que nous pourrions imposer une autre politique, une politique qui prend en compte l'humain d'abord !